

## RAPPORT D'ANALYSE DES RAPPORTS-ITIE 2017-2018

### RECOMMANDATIONS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE – RDC

20 MAI 2020

Dans le cadre de leurs contributions à la mise en œuvre de l'ITIE en RDC, les organisations membres de la société civile ont sollicité l'appui technique et financier de NRGi pour organiser un atelier national à Kinshasa du 3 au 5 mars 2020 pour répondre à la recommandation du Comité Exécutif de l'ITIE-RDC, celle de demander aux composantes de lui transmettre les commentaires sur le rapport contextuel ITIE-RDC 2016-2018 et sur le plan de travail ITIE-RDC 2020-2021. Cet atelier de trois jours s'était tenu à Kinshasa, dans la salle « Transparence » de l'ITIE-RDC.

#### 1. Commentaires au rapport contextuel ITIE-RDC 2017-2018

Après analyses, échanges et débats sur le rapport contextuel ITIE-RDC 2017-2018, certaines limites ont été identifiées par les participants et pour lesquelles des recommandations ont été faites dans le tableau ci-dessous :

LIMITES CONSTATEES DANS LES RAPPORTS 2017 ET 2018	RECOMMANDATIONS	CIBLE	RESPONSABLE
Non-respect des délais de déclarations des entités déclarantes et l'envoi des justifications des écarts constatés	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Inviter les entités concernées aux réunions du Comité Exécutif pour les entendre</li><li>➤ Faire inscrire la question à l'ordre du jour du conseil des ministres pour qu'il en débattenne et prenne des mesures adéquates</li></ul>	Comité Exécutif Gouvernement Entreprises extractives	Comité Exécutif Ministres des mines et hydrocarbures Société civile
Défaut de déclaration de certaines des entreprises extractives retenues et entités étatiques pourtant dans le périmètre	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Publier la liste des entreprises qui n'ont pas déclaré</li><li>➤ Faire inscrire la question à l'ordre du jour du conseil des ministres pour qu'ils en débattent et prennent des mesures adéquates</li></ul>	Comité Exécutif Gouvernement Entreprises extractives	ST CE

Défaut de certification des déclarations des entités étatiques par l'IGF	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Que le gouvernement ou le Comité Exécutif disponibilise les moyens pour faciliter le fonctionnement de l'IGF</li> <li>➤ Que l'IGF donne son opinion sur les déclarations des régies financières sans attendre l'administrateur indépendant</li> </ul>	Comité exécutif gouvernement IGF	Comité exécutif, ST, Gouvernement, Ministères de tutelle, IGF
Défaut de déclaration de la BCC et du CEEC	Inviter la BCC et le CEEC au comité exécutif pour leurs donner l'occasion de s'exprimer sur les raisons de leurs non-déclaration à l'ITIE	Comité Exécutif BCC CEEC	Comité exécutif
Insuffisance des informations sur le Fonds Minier pour les générations futures dans les rapports ITIE	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Inscrire la question relative au Fonds Minier pour les générations futures à l'ordre d'une des réunions du Comité Exécutif</li> <li>➤ Inviter la BCC au Comité Exécutif pour échanger les informations sur le FOMIN et prendre des mesures qui s'imposent</li> <li>➤ Accélérer le processus de recrutement et nomination des membres du FOMIN Décrire les mécanismes de décaissements du FOMIN</li> </ul>	CE, BCC, Ministère des Finances, Ministère des Mines	CE, BCC, Ministère des Finances, Ministère des Mines
Défaut de déclaration par la Direction des Recettes Provinciales et le Ministère des mines du Nord-Kivu pourtant dans le périmètre 2017	Organiser des réunions de mise à niveau avec les responsables des institutions provinciales déclarantes	Gouverneurs des Provinces, Ministres concernés par les déclarations, Directeurs des DPR,	Gouverneurs, Comité exécutif Secrétariat technique Société civile, les DPR, Assemblée provinciale,

		Commissions Environnement et Ressources naturelles des Assemblées provinciales	
Défaut de déclaration des données désagrégées sur les transferts infranationaux	Exiger de toutes les entités déclarantes de la redevance minière de fournir les données désagrégées	Lee ETD, Gouvernement	Comité exécutif
Les données fournies par le Secrétariat Général aux hydrocarbures sont agrégées et ne sont pas facilement compréhensibles	Désagréger les informations du secteur extractif et les placer sur le site web de la CTCPM ou des différents ministères (budget ou finances et hydrocarbures)	Le Ministère des Hydrocarbures et le Secrétariat Général aux Hydrocarbures	Comité Exécutif
Défaut de publication annuelle sur le site du Ministère de toutes les statistiques relatives à la production, aux paiements et aux recettes déclarées, après vérification de l'Administration (Cfr Article 14 du règlement des hydrocarbures)	<p>➤ Discuter de cette question avec le Ministre des hydrocarbures à l'une des réunions du Comité Exécutif sur la question</p> <p>Publier les informations sur le volume de production et des exportations</p>	Comité exécutif  Ministère des hydrocarbures	Comité exécutif Ministère des hydrocarbures
Absence de registre des licences complet du secteur pétrolier	Mettre en place un registre des licences dans le secteur des hydrocarbures et le rendre accessible	Secrétariat Général aux hydrocarbures (cfr Article 15 du règlement des hydrocarbures)	Comité exécutif Ministère des hydrocarbures
Ministère du budget : les subventions accordées par le gouvernement aux entreprises extractives et les paiements effectués par les EP en	Revisiter l'arrêté accordant aux régies financières les droits de prélever les primes sur les amendes recouvrées	Ministère des finances	Comité Exécutif

couverture des dépenses budgétaires du gouvernement			
Absence du texte qui régit les fonds pour les générations futures du secteur pétrolier	Prendre un décret portant organisation et fonctionnement du fonds pour les générations futures dans le secteur des hydrocarbures	Ministère des hydrocarbures Comité exécutif	Premier Ministre
Absence des données exhaustives et actualisées sur les participations dans les co-sociétés	Fournir la liste exhaustive et actualisée sur les participations dans les co-sociétés	CAMI, Ministère de Portefeuille, Ministère des Mines, CE	CAMI, Ministère de Portefeuille, Ministère des Mines, CE
Absence ou refus par la Sicomines d'effectuer la déclaration exhaustive et actualisées sur la Sicomines	➤ Inviter dans une des réunions du Comité Exécutif de l'ITIE les responsables de Sicomines pour échanger sur le projet. Inscrire la question du projet Sicomines à l'ordre du jour d'une des réunions du Conseil des Ministres pour en débattre et prendre des mesures qui s'imposent	Premier Ministre, Sicomines, Ministre des Infrastructures, Ministre des Finances, Comité Exécutif de l'ITIE	Premier Ministre, Sicomines, Ministre des Infrastructures, Ministre des Finances, Comité Exécutif de l'ITIE

Lors des échanges, des questions ont été évoquées sur AMICONGO et Fond Forestier National pour leurs intégrations dans le périmètre des entités déclarantes. Il a été unanimement convenu que ces questions feront objet d'échanges lors du cadrage pour le rapport prochain.

